

François Hollande propose toujours aux Français un avenir aux couleurs d'un passé révolu



Une fois de plus François Hollande tourne le dos aux réformes indispensables, alors que le retard de la France sur ses partenaires s'accroît de jour en jour, en laissant s'accumuler des dettes croissantes générées par le fameux modèle social, dont le financement est de plus en plus mal assuré et de plus en plus inéquitable : depuis le début du quinquennat, les ménages ont été ponctionnés de plus de 45 milliards d'euros supplémentaires.

Avec Michel
Garibal

Un avenir aux couleurs du passé. Tel est le monde imaginaire que François Hollande entend vendre aujourd'hui aux Français. Le futur candidat à sa réélection reprend les vieilles recettes appliquées en leur temps par François Mitterrand ou même Jacques Chirac, basées sur l'immobilisme, en faisant appel à ce mythe du « passé béni » qu'avait dénoncé si souvent l'économiste Alfred Sauvy, qui consiste à donner à ce qui a été vécu une coloration rose qui bien souvent n'a pas correspondu à la réalité, pour éviter de défricher des voies nouvelles qui comporteraient aussi des risques. Ainsi, on fait toujours miroiter de nouvelles promesses d'avantages supplémentaires dans le domaine de la protection sociale, alors que le modèle français est à bout de souffle et se traduit par une accumulation de dettes. C'est pourtant ce système incompatible avec les changements de notre époque, à l'heure d'internet et de l'ubérisation du monde que le chef de l'Etat veut pérenniser, en s'affirmant le garant de ce qui fut à une certaine époque un modèle, et qui est devenu aujourd'hui un boulet. L'immobilisme comme emblème de gouvernement, pour éviter le démantèlement annoncé par le pouvoir au cas où l'opposition gagnerait la prochaine élection.

Une fois de plus François Hollande tourne le dos aux réformes indispensables, alors que le retard de la France sur ses partenaires s'accroît de jour en jour, en laissant s'accumuler des dettes croissantes générées par le fameux modèle social, dont le financement est de plus en plus mal assuré et de plus en plus inéquitable : depuis le début du quinquennat, les ménages ont été ponctionnés de plus de 45 milliards d'euros supplémentaires. L'impôt sur le revenu est de plus en plus inégalitaire puisque les deux tiers de son produit sont à la charge de dix pour cent des contribuables seulement, les plus aisés certes, mais qui ont pénalisé lourdement les classes moyennes supérieures. Aujourd'hui, la pression de l'impôt sur le revenu s'est ralentie, alors qu'elle a tendance à s'accroître dans les autres domaines ; le désengagement de l'Etat fait bondir les impôts locaux tandis que la fiscalité écologique prend son envol. Au total, le raz le bol fiscal n'est pas près de s'éteindre, d'autant que la croissance est en panne et que le pouvoir d'achat de la population n'a pas encore retrouvé le niveau du début de la décennie.

Quel contraste offre aujourd'hui la France dans la comparaison avec l'Allemagne ! Alors que François Hollande a toutes les peines du monde à proposer une nouvelle baisse d'impôts modeste, dont le financement restera aléatoire et en partie artificiel, l'Allemagne vient d'annoncer une réduction de quinze milliards d'euros aux heureux contribuables d'outre-Rhin. Le ministre de l'économie Wolfgang Schäuble ne craint pas d'affirmer que jamais le pays ne s'est aussi bien porté sur le plan économique. Il connaît le plein emploi. Le budget est équilibré. Il dispose des plus grandes marges de manœuvre pour investir et affirmer son rôle de leader en Europe. Alors que la France est toujours sous l'œil critique de la commission européenne qui n'a guère confiance dans les engagements répétés de

Paris rarement tenus. La France vit trop souvent dans le rêve, en quête d'un idéal autoproclamé, au lieu de s'en tenir aux réalités, qui impliqueraient de tenir un langage de vérité auquel les politiques ne sont toujours pas préparés. Michel Garibal